

►►► Dans des quartiers moins visibles, moins accessibles, comme à Martissant, où un terrain de foot est toujours occupé par des tentes et des cabanes en bois, en zone inondable, le sentiment d'abandon est encore plus fort. Ici, 450 familles vivent au bord de ce qui a des allures de décharge, sur un espace longé par des eaux noires qui entraînent les déchets des montagnes environnantes. Quand il pleut fort, le niveau monte et les tentes sont envahies de vaguelettes charriant ordures et eaux usées.

Un an après le séisme, cette situation n'en finit pas de choquer, surtout quand des rapports dénoncent la violence faite aux femmes dans ces sites – selon Amnesty International, «plus de 250 cas de viols dans plusieurs camps ont été signalés au cours des 150 premiers jours qui ont suivi le tremblement de terre de janvier et, presque tous les deux jours, des victimes de viol se présentent au bureau d'un groupe local de soutien aux femmes pour chercher de l'aide». Ou même quand on traverse des quartiers dans le même état qu'il y a un an, à 16h54, quand la terre a fini de trembler. On devine encore, à l'orientation des décombres, le terrible effet domino qui a entraîné les foyers vers la destruction.

Si les choses avancent lentement, si de nombreux quartiers sont toujours en ruine, cela ne signifie pas, pour autant, qu'Haïti fasse du surplace. L'aide des agences internationales a ainsi permis à l'État de reprendre les classes au

printemps, malgré 5000 écoles détruites. Les écoles de Port-au-Prince ont aujourd'hui des allures de hangars aérés, ouverts, où les élèves ont pu retourner en cours, en général au printemps dernier.

Par endroits, comme au lycée Toussaint-Louverture, au centre-ville, il a fallu s'entendre: des sinistrés s'étaient installés dans la cour, empêchant la direction de l'établissement entièrement balaféré de s'équiper de locaux temporaires. Entre victimes sous le choc et familles impatientes de voir leurs enfants à nouveau en uniforme, le printemps avait été chaud ici.

À travers la presse et sur Internet, à Port-au-Prince, à Miami ou à Montréal, les attaques fusent et les polémiques se répètent.

«Nous avons fini par trouver un accord», explique Sydney, 26 ans, fier de montrer en passant la petite cabane qu'il s'est construite sur la cour. *Nous avons divisé le terrain en deux: une moitié pour nous, l'autre pour l'école, et nous avons construit avec eux les hangars où les élèves peuvent étudier.*»

Le défi aujourd'hui, pour Haïti, est d'arriver à empêcher la «bidonvillisation» de fait de Port-au-



ALEXANDRE DARMON

Prince. Une tâche difficile, car la ville, surpeuplée, dense, n'offre aucun terrain disponible immédiatement. Difficile, aussi, car, dans certains camps, la population bénéficie de services qu'elle n'avait pas chez elle avant le séisme (eau potable, santé, etc.). Difficile aussi car avoir une tente dans un camp, c'est l'assurance de recevoir quelque chose...

Alors que le monde s'est mobilisé et que des milliards de dollars ont été promis à Haïti, l'état de la capitale, pour ce premier anniversaire, alimente un très vif débat dans le pays, qui fait la part belle aux frustrations de tous. Si tout le monde déplore que les choses n'aillent pas plus vite, chacun se renvoie la balle: les ONG accusent la communauté internationale de ne pas tenir ses promesses financières, les États montrent du doigt le gouvernement haïtien, accusé de ne pas être à la hauteur de la situation, et le gouvernement, lui, juge que les ONG et la communauté internationale ne font pas assez bien, pas assez vite... À vrai dire, pourtant, il est difficile

d'être surpris dans un pays qui, depuis une vingtaine d'années, vit dans le chaos, avec un État réduit à une peau de chagrin. Il suffit de rappeler que s'il est heureux que moins d'une dizaine de personnes aient péri quand le Palais national et treize ministères sont tombés, il est étonnant que si peu de fonctionnaires aient été au travail un jour de semaine à 16h53...

Depuis, les choses ne se sont évidemment pas arrangées, et la lenteur du gouvernement à mettre au point les normes qui permettront de reconstruire en tenant compte des risques sismiques fait sortir de leurs gonds nombre de Haïtiens et de diplomates étrangers. Cette inaction fait perdre beaucoup de temps, et encourage ceux qui sont lassés d'attendre à rebâtir à l'identique...

À travers la presse et sur Internet, à Port-au-Prince, à Miami et à Montréal, places-fortes de la diaspora, les attaques fusent, les polémiques se répètent. Signe d'une société éternellement divisée, ou naissance d'un débat constructif?

Romancière, auteur, l'an passé, de *Saisons sauvages* (1), sur les années Duvalier, Kettly Mars a participé, avec d'autres auteurs, à un numéro spécial du principal quotidien de Port-au-Prince, *Le Nouvelliste*, pour marquer ce triste anniversaire. Mais si elle constate avec amertume, comme tout le pays, la lenteur de la reconstruc-

tion, elle veut croire à une prise de conscience nationale. Elle garde espoir que de cette épreuve sorte quelque chose.

«Jamais, dit-elle, nous n'avons eu un débat aussi vif, aussi vigoureux sur le rôle de la communauté internationale, sur l'intervention des ONG au chevet d'Haïti depuis des années. C'est très salutaire. Mais je crois que les étrangers ne sont pas les seuls sur la sellette. Et je ne parle pas ici seulement du gouvernement, mais aussi de nous, Haïtiens. Reconstruire Haïti, c'est aussi reconstruire le Haïtien. Nous avons, au fil des années de chaos et de misère, développé une culture de survie, plus qu'une culture de vie. Du coup, nous n'assumons pas nos responsabilités, nous ne travaillons pas ensemble. Puisqu'il s'agit avant tout de survivre, et peu importe le reste.»

Le séisme aurait-il changé la donne? «Oui, je crois que l'ampleur du nombre des victimes nous a fait prendre conscience que, vraiment, ça ne va pas chez nous, ça ne fonctionne pas, répond-elle. Plusieurs signes me font penser ça, notamment sur les forums de discussion sur Internet. L'idée est qu'il faut montrer l'exemple, aussi bien à la présidence que parmi nous, individuellement.»

GILLES BIASSETTE

(1) Aux Éditions Mercure de France, 18,80 €, 295 p.

LIRE DEMAIN dans nos pages Livres, un article sur le récit de Dany Laferrière.

Les ONG se substituent trop à l'Etat défaillant

Omniprésentes dans la capitale haïtienne, les organisations humanitaires entrevoient les limites de leur action

À Port-au-Prince, les organisations humanitaires sont partout. Douze mois après le sinistre, environ un millier d'ONG travaillent auprès des sinistrés dans les camps de fortune, les quartiers difficiles, les hôpitaux, les centres anti-choléra ou les écoles. Des dizaines de milliers de salariés, locaux pour l'essentiel, distribuent de l'eau, tirent des fils électriques, confectionnent des prothèses, lancent des messages de prévention. Sans y parvenir, l'aide humanitaire tente de remplir le vide laissé par le très fragile État haïtien.

Pour mener à bien son action, la «République des ONG», comme on surnomme Haïti, dispose d'un budget conséquent. D'après les Nations unies, 2,2 milliards de dollars (1,69 milliard d'euros) y ont été déboursés en 2010 par les ONG, la fédération des Croix-Rouge et les organisations onusiennes. L'essentiel de l'effort budgétaire a été consacré à des programmes d'urgence et de sortie de crise, plus que de reconstruction proprement dite, du ressort surtout des gouvernements. Mais, pour 2011, la plupart des budgets sont en diminution. «Les bailleurs de fonds vont se détourner d'Haïti peu à peu», craint un acteur de l'entraide.

La présence massive des ONG, phénomène déjà marquant avant



LACHÈNE ABIB/SIGNATURES

La clinique mobile de Mahotier installée par Médecins du monde dans le quartier de Carrefour-Feuilles à Port-au-Prince.

le séisme, suscite un débat au sein de l'élite haïtienne, mais aussi des organisations elles-mêmes. Médecins du monde (MDM) et la mairie de Paris ont récemment tenu un séminaire autour de la dépendance humanitaire en Haïti et de la façon d'en sortir. Parmi les intervenants, le médecin haïtien Daniel Dure estime qu'«on ne peut pas construire un pays avec uniquement les ONG. Pour autant, Haïti ne peut s'en passer aujourd'hui.»

Cet Haïtien insiste cependant sur la nécessité d'associer véritablement la population locale au système de l'aide. Cela n'a pas toujours été le

« Les ONG ont du mal à s'adapter à une catastrophe en contexte urbain. »

cas. Les réunions de coordination des acteurs humanitaires se sont tenues en anglais jusqu'à très récemment, excluant de ce fait de nombreuses associations haïtiennes dont les responsables parlent français. «Il faut prendre en compte la parole des Haïtiens et contribuer au renforcement de la société civile»,

insiste aussi Daniel Verger, directeur de l'action internationale au Secours catholique.

Renforcer les capacités du pays, c'est le défi que s'est lancé aussi Médecins sans frontières. Une fois n'est pas coutume, les spécialistes de l'urgence veulent s'investir dans la reconstruction par le biais d'une fondation locale. Il s'agit de bâtir un hôpital de 200 lits, inscrit sur la carte sanitaire du ministère haïtien de la santé, lequel est associé au projet. Compte tenu des faiblesses de l'État haïtien, les «French doctors» s'engagent à assurer le financement de cette

clinique généraliste pour une durée indéterminée.

De nombreux acteurs de l'entraide soulignent par ailleurs la nécessité de sortir du «piège des camps», dans lesquels se concentrent aujourd'hui 800 000 personnes. «Parmi les déplacés, on trouve des paysans ou des familles non sinistrées», observe Serge Gruel, chef de mission de Première Urgence. Les distributions favorisent de fait la pérennisation des camps. «Les ONG ont du mal à s'adapter à une catastrophe en contexte urbain», rappelle François Grünwald, directeur du groupe Urgence-Réhabilitation-Développement, chargé par l'Union européenne d'évaluer la réponse humanitaire de l'Europe sur l'île.

Ce spécialiste recommande, enfin, de déplacer l'aide en dehors de Port-au-Prince. Les campagnes et les villes de la province ont accueilli, en effet, des centaines de milliers de sinistrés après la catastrophe. Ceux-ci se sont installés auprès de leur famille, avant

de revenir peu à peu dans la capitale, dans l'espoir de trouver un travail. «Le monde humanitaire a manqué une opportunité de développer le pays, regrette Jean-François Lamoureux, vice-président d'Action contre la faim. Tout le monde s'est concentré sur Port-au-Prince, alors que la ville se sclérose.»

OLIVIER TALLÈS

LIRE AUSSI en page 4.

SUR WWW.LA-CROIX.COM Retrouvez le dossier spécial sur Haïti.